
Direction générale
Déléguée au
numérique



Rapport d'activité 2024-2025

Table des matières

Direction générale déléguée au numérique	3
Le mot du directeur général délégué au numérique	3
Sécurité des systèmes d'information (RSSI)	6
PMO / urbaniste	9
Service administratif	13
.....	18
Direction Opérationnelle Système d'Information-Multimédia-Audiovisuel (DOSIMA)	18
.....	25
Direction des Infrastructures Numériques (DIN).....	25
.....	31
Direction de la Relation Utilisateurs (DRU)	31

Direction générale déléguée au numérique

Le mot du directeur général délégué au numérique

Ce rapport d'activité présente les principales réalisations de la Direction Générale Déléguée au Numérique (DGDNum) en 2025, ainsi que les orientations stratégiques qui structureront les prochaines années. Il reflète l'engagement constant des trois directions opérationnelles – DIN, DOSIMA et DRU – du service administratif, des RSSI, de l'équipe PMO et urbanisation, mobilisées au quotidien au service de l'ensemble de la communauté universitaire.

L'année 2025 a été marquée par l'achèvement du **Schéma Directeur du Numérique 2025–2030** voté en conseil d'administration, qui établit pour l'établissement une trajectoire claire, cohérente et priorisée. Élaboré à l'issue d'un travail mobilisant plus de 140 personnes et structuré par une gouvernance dédiée, ce document fixe sept axes stratégiques qui guideront l'évolution du système d'information et des services numériques :

1. Moderniser et rationaliser le système d'information pour en renforcer la robustesse et l'agilité ;
2. Renforcer la sécurité des données et des flux, dans un contexte d'exigences réglementaires croissantes ;
3. Améliorer l'expérience numérique des étudiants et des personnels ainsi que l'accessibilité numérique ;
4. Conforter la souveraineté numérique de l'université en privilégiant des solutions maîtrisées et ouvertes ;
5. Promouvoir la culture numérique dans les pratiques d'enseignement, de recherche et de gestion ;
6. Intégrer et harmoniser les outils et cadres de référence des directions métiers et des composantes ;
7. Rationaliser les coûts et les investissements, afin d'assurer la soutenabilité du modèle numérique de l'établissement.

Ce cadre stratégique, désormais partagé à l'échelle de l'université, constitue un socle de référence pour la priorisation des projets, l'organisation des travaux transverses et la consolidation d'un système d'information homogène, sécurisé et pleinement aligné sur les besoins institutionnels.

Une synthèse ainsi que le document final sont disponibles sur le site de la DGDNum :

<https://numerique.univ-lille.fr/schema-directeur-du-numerique>

Plusieurs étapes déterminantes ont également été franchies. En collaboration étroite avec la Direction Générale Déléguée aux Relations Humaines (DGDRH), la DGDNum a mis en service en avril 2025 le nouveau système d'information ressources humaines, aboutissement d'un travail de plusieurs années et d'une grande complexité. Parallèlement, les travaux préparatoires au remplacement du système d'information financier ont été engagés avec la DGDAF et l'Agence Comptable, en vue d'une bascule au 1er janvier 2027. L'année s'est également conclue par le

lancement des études amont pour le renouvellement du système d'information scolarité prévu en 2028, en articulation avec l'ensemble des applications contribuant à la gestion de la scolarité.

La DGDNum a parallèlement poursuivi la trajectoire d'**homogénéisation du système d'information**, enjeu majeur de fiabilité, de sécurité et de pilotage. Les travaux engagés sur la gestion des salles, la formation continue et les stages traduisent une volonté de convergence à l'échelle de l'établissement, condition indispensable pour disposer d'un système d'information stable, cohérent et en capacité de produire des indicateurs de pilotage consolidés et exhaustifs.

Une année charnière pour les projets relatifs à l'intelligence artificielle

L'année 2025 aura également marqué une avancée notable dans le développement de projets liés à l'intelligence artificielle. La DGDNum a été pleinement associée au projet national **ILAAS**, visant à mettre en place une infrastructure mutualisée et souveraine permettant aux établissements de développer, héberger et opérer des services d'IA dans un cadre sécurisé et maîtrisé. Ce projet a pour objet d'inscrire les démarches IA de l'enseignement supérieur dans un écosystème national cohérent et garant de la sécurité des données.

Parallèlement, la DGDNum a accompagné le **déploiement d'un outil de transcription et de comptes rendus automatisés de réunions**, mis en service fin 2025. Son utilisation sera généralisée en 2026 pour l'ensemble des instances, avec pour objectif de réduire la charge administrative des équipes. Les premiers **agents conversationnels (chatbots)** sont également en cours de construction, tant pour améliorer l'information et l'accompagnement des étudiants que pour soutenir les usagers dans leurs démarches d'assistance numérique.

Une dynamique de coopération régionale renforcée

L'année 2025 a également été marquée par un jalon institutionnel majeur avec la signature, par cinq établissements d'enseignement supérieur de la région (Université de Lille, Université Polytechnique des Hauts de France, Université d'Artois, Université de Picardie Jules-Verne et Université du Littoral Côte d'Opale), des statuts du Service Inter-Universitaire (SIU). Cette structure vise à construire une offre de services numériques mutualisés à l'échelle régionale et la DGDNum a joué un rôle moteur dans cette dynamique.

Une situation budgétaire exigeante

L'année confirme par ailleurs un contexte de forte tension budgétaire, marqué par l'augmentation continue des coûts de licences logiciels, par les exigences accrues en matière de sécurité et par l'intensification de la demande institutionnelle notamment en matière d'IA. La DGDNum a poursuivi un effort de rationalisation et de priorisation, tout en maintenant le niveau de service attendu, dans un cadre financier qui demeure particulièrement contraint.

Des enjeux RH structurants

Les indicateurs RH montrent que la DGDNum entre dans une période décisive. Avec 198 agents, dont 28 de 60 ans et plus, nous devons anticiper un renouvellement significatif des compétences. D'ici 2029, 30 départs à la retraite sont potentiellement attendus, dont 16 sur années 2026 et 2027.

Ces projections, combinées à un marché de l'emploi concurrentiel, imposent une stratégie RH renforcée : anticipation des départs, sécurisation des compétences critiques, diversification des

profils et attractivité renouvelée des postes. Elles soulignent également l'importance d'une gestion prévisionnelle des emplois et compétences pleinement intégrée à la trajectoire numérique de l'établissement.

Perspectives

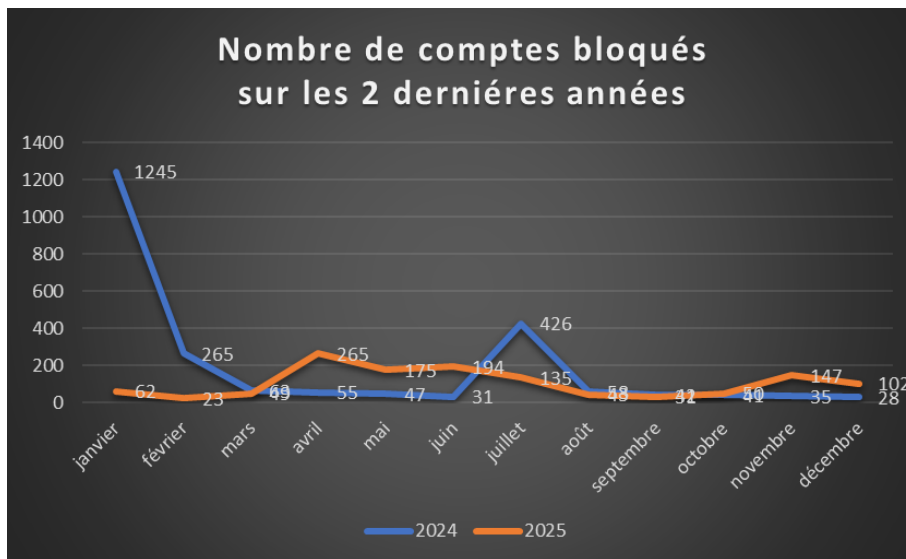
Les années 2026 à 2028 verront la mise en œuvre opérationnelle du schéma directeur du numérique, les bascules successives des systèmes d'information RH, financier et scolarité, la poursuite de l'homogénéisation du système d'information, le renforcement des capacités de pilotage et la généralisation des services intégrant l'intelligence artificielle. Ces transformations structureront durablement le fonctionnement de l'Université et renforceront sa capacité à disposer d'un environnement numérique fiable, sécurisé, souverain et durablement aligné sur ses ambitions stratégiques.

Sécurité des systèmes d'information (RSSI)

Sous l'autorité fonctionnelle du Président de l'Université de Lille (Autorité Qualifiée de la Sécurité des Systèmes d'Information), les RSSI ont pour mission de veiller au respect de la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la traçabilité des données ou informations de l'université de Lille, sous l'autorité hiérarchique du directeur général délégué au numérique.

Typologies des incidents de sécurité

- Hameçonnage, compromissions de comptes : 3301 comptes bloqués en 2025 contre 4360 en 2024.



- Accès non autorisés au système d'information : 4 cas répertoriés.

Bilan des actions

Projet SOC/EDR

Dans le but de sécuriser les postes de travail en améliorant notre détection des attaques, une nouvelle génération de logiciels de protection (EDR) a été déployée sur notre parc informatique. Depuis la mi-juin nous protégeons environ 18 000 postes et 2000 serveurs avec ce dispositif. La mission de veille associée à ces outils de détection est confiée à une équipe externalisée (SOC) qui alerte nos équipes en cas de compromission suspectée, ce qui s'est déjà produit à de nombreuses reprises cette année. Ces alertes permettent de bloquer les prémices d'attaques avant qu'elles se généralisent à tout le système d'information.

Projet Sensibilisation aux phishings

Les messages de phishings sont le principal facteur de risque pour le système d'information, ils sont à l'origine de la plupart des cas d'usurpation de comptes utilisateurs. Depuis le printemps 2024, nous menons des campagnes de sensibilisation au phishing à destination des personnels, enseignants et étudiants. Une plateforme d'autoformation est aussi mise à disposition de l'ensemble des usagers de l'établissement.

Sur l'année écoulée, c'est environ 960 000 messages qui ont été envoyés à nos usagers, cela a permis **de diviser par 7** le risque de phishing réussis depuis le début de la campagne.

Autre effet bénéfique de la sensibilisation ; le nombre de comptes compromis est passé en 4360 l'année dernière à 3301 cette année, **soit une baisse de plus de 24 %**.

Homologations de sécurité

En 2025 nous avons soumis à la Présidence 7 dossiers d'homologation de sécurité pour des applications/services numériques par conformément à l'instruction interministérielle 1337 qui impose depuis 2022 ce processus, dans le but d'estimer le niveau de sécurité d'un service numérique avant sa mise en place. Plusieurs autres services sont en cours d'homologation.

Travaux récurrents

Renouvellement des certificats de sécurité des serveurs

Environ 350 cette année. Le temps non négligeable passé à ces opérations de renouvellement devrait diminuer en 2026 grâce à l'adoption progressive du protocole ACME, même si à terme la durée de validité devrait passer progressivement d'un an (actuellement) à 45 jours (en 2028).

Délivrance de chartes de co-administration

En 2025, environ 245 chartes ont été établies, contre 200 l'année dernière sur la même période. Les chiffres sont en sensible augmentation, ce qui s'explique en partie par un effort de mise en conformité des machines utilisées. Toutefois, cela va à l'encontre de ce qui est demandé dans la note de sécurité des postes de travail publiée en janvier 2024. L'arrivée des exigences NIS2 amènera certainement la nécessité de repositionner le cadre de ces demandes dérogatoires en se dirigeant vers une application plus stricte des textes réglementaires.

Blocages et déblocages de comptes utilisateurs

En 2025, 3301 comptes utilisateurs ont été bloqués (compromissions, usage illégal du réseau, postes ayant une activité douteuse, etc.). Les détections sont effectuées par RENATER, l'équipe de la DGDNUM en charge de la messagerie ou par les RSSI eux-mêmes.

Projets à venir

Outre la poursuite des projets SOC/EDR et de sensibilisation au phishing, 2026 verra le démarrage de plusieurs projets nouveaux, dont :

Déploiement de l'authentification multi-facteurs au sein de l'Université

Pour limiter les risques liés aux compromissions de comptes, il est indispensable, et il sera à court terme obligatoire, de mettre en place un dispositif permettant d'améliorer l'authentification de nos usagers. Ce dispositif, similaire à ce qui est utilisé à présent dans les établissements bancaires, permet à un service numérique que l'individu qui tente de s'authentifier est bien celui qu'il prétend être.

Complémentaire aux dispositifs de sensibilisation contre le phishing et au renforcement de la robustesse des postes de travail, le système, en place depuis avril 2025 au sein de la DGDNUM pour l'accès à distance via le VPN, permettra d'améliorer sensiblement le niveau de sécurité du système d'information de l'Université en diminuant drastiquement les effets potentiels des compromissions de comptes à la suite de phishings.

Mise en conformité avec la directive NIS-2

La directive « Sécurité des réseaux et de l'information » (dite « directive NIS », de son nom anglais Network and Information System Security) poursuit un objectif majeur : assurer un niveau de sécurité élevé et commun pour les réseaux et les systèmes d'information de l'Union européenne (UE). Transposée en France en 2018, elle évolue cette année sous la forme d'une déclinaison NIS2 ses objectifs et son périmètre d'application pour apporter davantage de protection. Le projet initial a pris du retard, mais la version finalisée du texte devrait être disponible courant 2026. L'Université de Lille devra alors se mettre en conformité avec les évolutions, tant en matière technique qu'en matière de gouvernance.

PMO / urbaniste

Présentation des missions

PMO

La mission du PMO (Project Management Officer) est d'accompagner la gouvernance des projets en assurant leur alignement avec les objectifs stratégiques, en optimisant les ressources et en fournissant des outils de suivi. Il structure les processus, analyse les risques, et veille à la cohérence du portefeuille de projets.

- Mettre en place un tableau de bord consolidé pour suivre l'avancement des projets et alerter sur les dérives budgétaires ou calendaires.
- Intégrer des données de charge par projet et par direction, permettant une vision globale et une réallocation dynamique des moyens.

Urbaniste

La mission de l'urbaniste des systèmes d'information est de concevoir, structurer et maintenir une vision cohérente du SI en l'alignant sur les objectifs stratégiques de l'organisation. Il identifie les besoins métier, cartographie les applications et leurs interactions, et pilote les évolutions pour garantir l'agilité et la pérennité du SI.

- Réaliser une cartographie des applications existantes pour identifier les redondances et proposer des rationalisations.

Le PMO coordonne les projets, gère les échéances et assure leur succès. L'urbaniste des systèmes d'information cartographie l'architecture informatique, aligne la technologie avec les besoins de l'entreprise et optimise les ressources.

Ensemble, ils garantissent l'efficacité et la cohérence des initiatives et infrastructures.

Activités PMO

Cette année, le service a conduit la mise en place d'un outil PPM Project Portfolio Management. Un benchmark complet des solutions Abraxio, ZOGravity, Ekialis, PlanZone et Triskell a été mené, aboutissant au choix de Triskell. L'intégration de l'outil et de méthodologies ont été réalisées avec l'accompagnement de la société Easis.

Le service a également renforcé l'appui aux chefs de projets avec la mise en place de sessions de formations au management de projets et à l'outil Triskell. La création du CReDOP Comité de Revues des Demandes, Opportunités et Projets qui se tient tous les lundis matins pendant 45 minutes, apporte une vision unifiée et structurée du portefeuille de projets, facilitant le pilotage, la priorisation et la cohérence stratégique au sein de la DGDNum.

Enfin, le service contribue à l'amélioration de la gouvernance en formalisant et en optimisant plusieurs processus liés au pilotage et à la gestion du portefeuille de projets. Conseils, méthodo, templates, indicateurs, comités, formation.

Statistiques sur les projets en cours

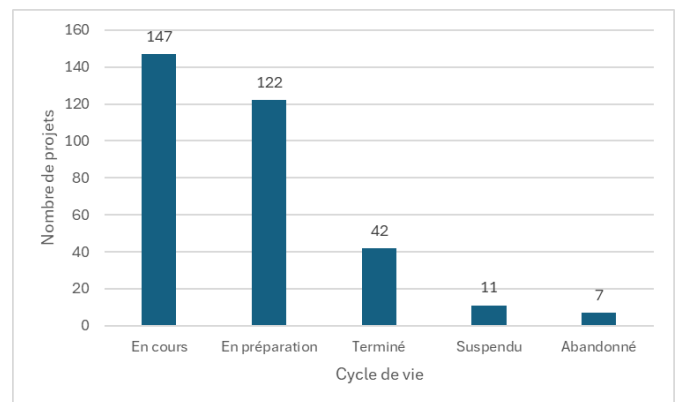
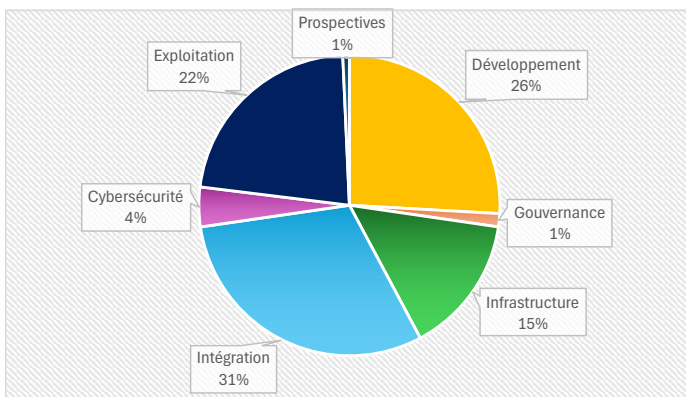
Le SI comporte actuellement **282 projets actifs**, dont 192 projets liés au Schéma Directeur du Numérique, répartis entre des activités de **Build** et de **Run** :

- **Build** : Développement et mise en œuvre de nouvelles solutions pour répondre aux enjeux métiers et techniques.
- **Run** : Maintenance, exploitation et optimisation des solutions existantes pour garantir leur performance et leur disponibilité.

Activités Urbaniste

L'année a permis de consolider les bases d'une véritable fonction d'urbanisation au sein de la DGDNum. Le référentiel des applications a été actualisé, offrant une vue plus fiable du patrimoine numérique et facilitant l'identification des redondances, obsolescences et points de fragilité. Les travaux de cartographie ont progressé avec l'étude comparative de plusieurs outils et la définition d'un modèle de données cohérent, préalable indispensable à une vision globale et partagée du système d'information.

Une démarche de rapprochement entre la couche infrastructure et la couche métier a également été engagée, notamment via l'exploration d'un inventaire automatisé des machines virtuelles et le



croisement avec les domaines fonctionnels. Enfin, le lancement du projet d'outillage dédié à l'urbaniste a posé les fondations d'une gouvernance plus structurée et d'une capacité renforcée d'analyse et de projection.

Ce bilan place la fonction d'urbaniste dans une dynamique constructive, avec les conditions réunies pour passer à une phase de structuration avancée et de mise en cohérence élargie du SI l'année prochaine.

État des lieux autour des applications

Le SI se compose de différentes briques identifiées, couvrant à la fois les applications métiers, les composants techniques et les services transverses.

- 319 applications, parmi lesquelles 140 fiches ont été ajoutées ou mises à jour en 2024-2025.
- Évaluation de 4 outils MyCarto, CartoSI, Explore, Mercator

Renforcer la position d'expert Urbaniste

Actions :

- Configuration et paramétrage de l'outil de cartographie Mercator
- Diagnostic des applications critiques.
- Poursuite du recensement des applications et flux.
- Automatisation de la cartographie des équipements techniques

Objectif : Cartographie complète du SI.

Service administratif

Présentation de la mission

Service administratif de la DGDNum et de la Mission Numérique

Le service administratif de la DGD Numérique assure l'ensemble des fonctions supports nécessaires au bon fonctionnement de la direction. Il accompagne les équipes dans la gestion administrative, budgétaire, financière et des ressources humaines, tout en veillant au respect des règles et à la bonne application des processus internes.

Il contribue également à la bonne gouvernance de la direction en assurant le suivi administratif des projets stratégiques et le bon déroulement des activités.

Le service est composé de trois agents administratifs ainsi que d'une agente en charge de l'entretien du bâtiment M4. Ensemble, ils jouent un rôle essentiel dans l'accompagnement quotidien des 198 agents de la DGD Numérique. Par leur implication, leur réactivité et leur polyvalence, l'équipe administrative assure une gestion administrative fiable, une gestion rigoureuse des ressources et une continuité opérationnelle indispensable au déploiement des projets numériques.

Budget de la DGDNum par postes

Budget et investissements de la DGDNum, y compris la Mission Numérique

La Direction Générale Délégée au Numérique (DGDNum) dispose d'une dotation initiale de 5,5 M€ de l'établissement, couvrant le fonctionnement et l'investissement, à laquelle s'ajoute la masse salariale de 160 k€. La direction assure également la gestion financière du Projet Sallto, dont le budget s'élève à 64k€,

Parmi ces ressources, 1 M€ a été réintégré au budget global afin de financer des projets spécifiques, notamment le renouvellement de VMWare pour une durée de trois ans et le renforcement de la sécurité des postes de travail.

En complément, la DGDNum dispose de 270 k€ de ressources propres, principalement issues de prestations de services réalisées dans le cadre de conventions.

La DGDNum assure également le budget spécifique de la Mission Numérique, qui représente 340 k€ pour financer ses actions et initiatives propres.

Ces crédits permettent de financer les dépenses de fonctionnement et d'investissement de la DGDNum, de soutenir ses projets stratégiques, de garantir la sécurité et la performance des systèmes informatiques et d'accompagner le développement des services numériques internes.

Le total des dépenses pour la DGDNum en 2025 s'élève à 6.806.000 €, comprenant les dépenses de fonctionnement 5.254.000 €, les investissements (1.552.000 €), ainsi que les ressources propres (160.000 €).

Synthèse dépenses d'investissement et de fonctionnement

1. Dépenses d'investissement – 1.541.000 €

Les investissements réalisés totalisent **1,54 M€**. Ils sont très fortement concentrés sur la **refonte de l'infrastructure système et des sauvegardes**, qui représente **826 000 €**, soit **53 %** du budget total. Ce poste constitue de loin la priorité de l'année, soulignant la nécessité de **sécuriser, moderniser et**

pérenniser les infrastructures critiques.

L'année est marquée par une priorité nette accordée à la **fiabilité système**, à **l'augmentation des capacités réseau**, et à la **modernisation des équipements de travail et audiovisuels**.

2. Dépenses de fonctionnement – 5.055.000 €

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à **5,05 M€**, soit plus de trois fois le niveau d'investissement. Elles se répartissent autour de grands blocs fortement structurants.

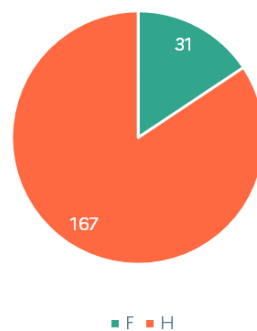
Le fonctionnement est dominé par les dépenses récurrentes nécessaires au **renouvellement du parc informatique**, au **maintien en conditions opérationnelles**, à la **sécurité du SI**, et aux **licences structurantes**. Ces charges constituent un socle indispensable au fonctionnement quotidien de l'établissement.

Statistiques RH

Bilan des effectifs et gestion des ressources humaines à la DGDNum

Répartition par genre

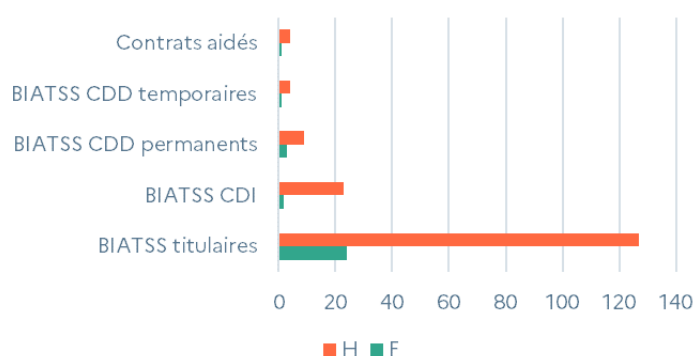
Genre	NB
F	31
H	167
TOTAL	198



Les effectifs se composent de 167 hommes et 31 femmes, soit respectivement 84 % et 16 %.

Répartition par statut

Statut	F	H	TOTAL
BIATSS titulaires	24	127	151
BIATSS CDI	2	23	25
BIATSS CDD permanents	3	9	12

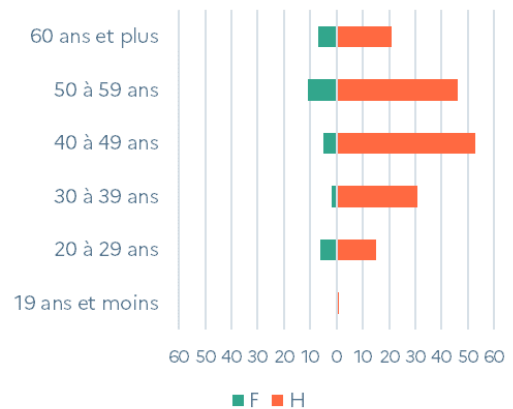


BIATSS CDD temporaires	1	4	5
Contrats aidés	1	4	5
TOTAL	31	167	198

Les effectifs montrent une proportion nettement plus importante de titulaires et de CDI (176 agents) que de CDD, toutes catégories confondues (22 agents).

Répartition par tranche d'âge

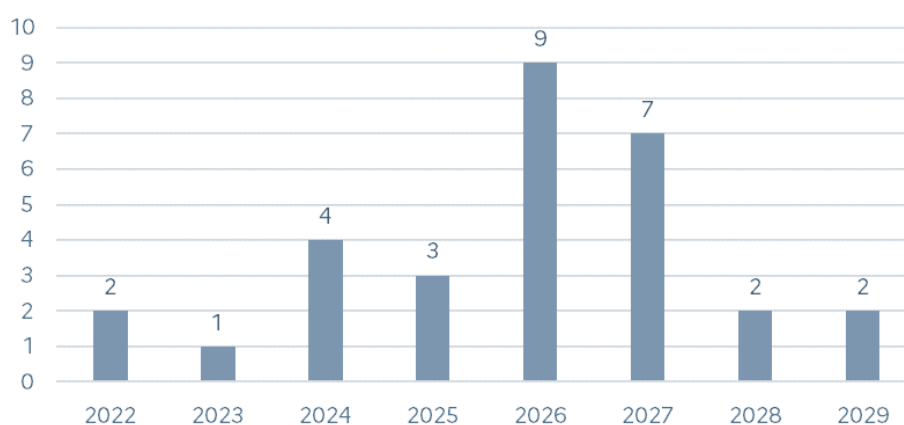
Tranche d'âge	F	H	TOTAL
19 ans et moins		1	1
20 à 29 ans	6	15	21
30 à 39 ans	2	31	33
40 à 49 ans	5	53	58
50 à 59 ans	11	46	57
60 ans et plus	7	21	28
TOTAL	31	167	198



Les effectifs comptent 85 agents âgés de 50 ans et plus, soit environ 43 % de l'ensemble du personnel. En regroupant les agents âgés de 40 ans et plus, on atteint 143 personnes, soit environ 72 % des effectifs.

Projection des départs à la retraite par âge légal* :

Année	NB
2022	2
2023	1
2024	4
2025	3
2026	9
2027	7
2028	2
2029	2
TOTAL	30

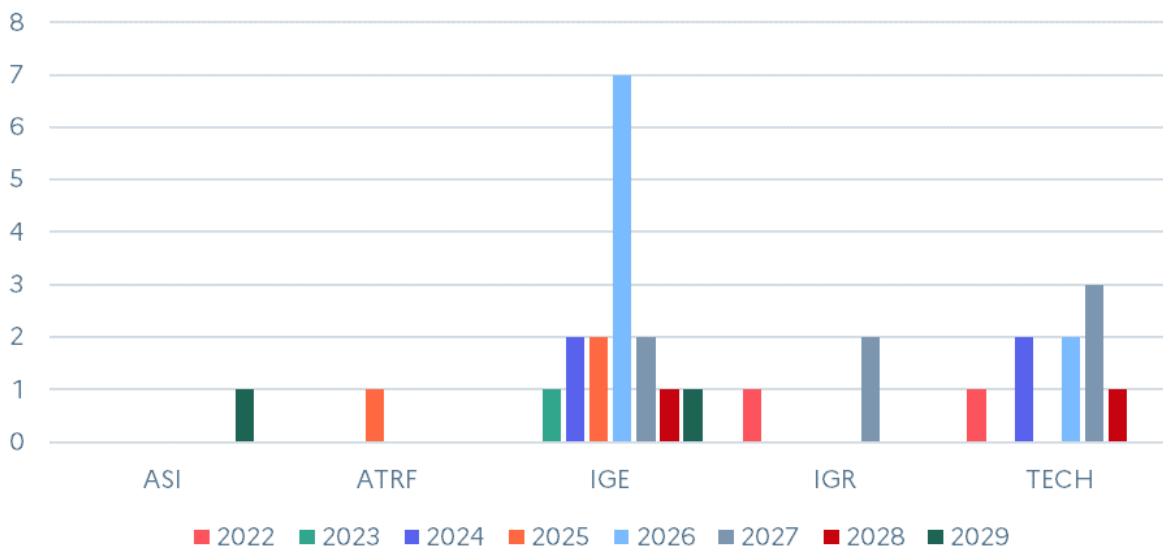


*Prise en compte des nouvelles mesures réformant les retraites. Lorsque le SIRH renseigne une date de départ, celle-ci prévaut sur la date légale théorique ; les agents affichant un âge légal inférieur à 2025 correspondent à des situations de prolongation d'activité, sans date de départ renseignée dans le SIRH.

La projection des départs à la retraite identifie 30 agents susceptibles de quitter la DGDnum d'ici 2029, avec un pic attendu entre 2026 et 2027 (16 départs).

Corps	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL
ASI								1	1
ATRF				1					1
IGE		1	2	2	7	2	1	1	16

IGR	1					2			3
TECH	1		2		2	3	1		9
TOTAL	2	1	4	3	9	7	2	2	30



La

projection des départs révèle une concentration majeure au sein du corps des IGE, qui totalise potentiellement 16 départs sur les 30 prévus d'ici 2029 dont 7 en 2026, suivis des TECH (9 départs) dont 3 en 2027.

Conclusion générale RH :

Les données montrent que la DGDNum entre dans une période sensible en matière de gestion des ressources humaines. Avec 30 départs potentiels d'ici 2029, dont un pic en 2026-2027, et un effectif composé à 72 % d'agents de 40 ans et plus, il faudrait anticiper le renouvellement des compétences, notamment dans les corps les plus touchés comme les IGE (16 départs) et les TECH (9 départs).

Pour faire face à ces besoins croissants, deux pistes : renforcer le volume des recrutements, afin de pérenniser les compétences clés, ou augmenter le recours aux prestataires. Ces solutions permettront de maintenir la continuité des activités tout en accompagnant les départs à venir.

Par ailleurs, la forte disproportion entre les femmes (31) et les hommes (167) au sein des effectifs constitue un autre enjeu. Les renouvellements à venir offrent l'opportunité d'améliorer progressivement l'équilibre femmes/hommes, en veillant à diversifier les profils lors des prochains recrutements.

Dans l'ensemble, la situation appelle une stratégie RH proactive et structurée, permettant d'assurer la stabilité des services tout en modernisant progressivement la composition des équipes.

Direction Opérationnelle Système d'Information-Multimédia-Audiovisuel (DOSIMA)

La Direction Opérationnelle du Système d'Information Multimédia et de l'Audiovisuel joue un rôle clé au sein de la DGDNUM, en assurant l'évolution et la maintenance du système d'information de l'Université. Composée de 4 services et regroupant 80 collaborateurs, la DOSIMA a su relever les défis de cette année et se prépare déjà à affronter de nouveaux enjeux pour les années à venir.

En effet, le système d'information est en constante évolution, ce qui nous oblige à anticiper les changements majeurs de ses composantes principales. Cette année, nous avons géré la transition de la brique SI-RH, passant de HARPEGE à Winpaie+RH, dont la mise en production pour la Gestion Administrative a été finalisée en avril 2025. Les prochaines étapes concerneront le changement du SI-Finance, prévu pour 2027, ainsi que celui du SI-FORMATION, programmé pour 2028.

Outre ces transformations majeures, nous nous sommes engagés dans le déploiement d'un nouvel outil de gestion de projets, TRISKELL, désormais opérationnel au sein de la DGDNUM. Cet outil nous permettra d'assurer un suivi régulier de nos projets, une planification cohérente et un pilotage efficace des services.

Un autre changement significatif concerne l'adoption croissante du mode SaaS pour un nombre toujours plus important d'applications de notre système d'information. Cette évolution implique une attention particulière à la disponibilité et à la qualité des API, essentielles pour garantir une communication fluide et une intégration optimale de ces applications.

Notre feuille de route s'aligne également sur le Schéma Directeur du Numérique, mis en place en 2025. Ce cadre stratégique nous offre une vision à long terme de notre activité, en phase avec les axes prioritaires définis par l'établissement. Il nous permettra de hiérarchiser nos projets et de nous conformer aux orientations politiques de l'Université.

Le changement des briques principales de notre SI : des migrations et des intégrations en cours et à venir

Depuis plusieurs années, nous sommes engagés dans la modernisation de notre brique SI-RH, avec la transition d'Harpege vers Winpaie+RH. Cette année a marqué une avancée majeure avec la mise en production de la Gestion Administrative. Cette migration, préparée depuis longtemps, a nécessité une révision complète de l'architecture du SI-RH et de ses applications satellites, afin de favoriser une communication par API (couplage faible). Malgré les difficultés liées aux ressources humaines limitées de la part de l'éditeur, cette transition s'est déroulée avec succès, grâce à une collaboration étroite entre la DOSIMA et la DGDRH. La prochaine étape consistera à déployer le module paie.

De nouvelles applications ont été développées pour améliorer le service rendu aux agents. Grâce au plan de relance France 2030, nous avons obtenu un financement pour le projet LIBEL'UL, qui nous a permis de concevoir deux nouvelles applications : l'une dédiée à la gestion du télétravail, l'autre à la

gestion du Supplément Familial de Traitement. Ce projet a également été l'occasion d'expérimenter la gestion d'un collaborateur mis à disposition par une Entreprise de Services du Numérique (ESN).

Côté SI-Finance, nous avons trois chantiers majeurs à mener :

- La mise en place de NOTILUS dans le cadre du projet ESR Mission, une application destinée à gérer les déplacements du personnel. Bien que le projet ait été mené jusqu'à un stade avancé, la défaillance de l'Agence de Voyage partenaire a contraint l'établissement à renoncer à son déploiement.
- La préparation de la nouvelle brique SI-Finance, SIFAC+, dont la mise en production était initialement prévue pour 2026. Cependant, l'établissement a finalement reporté le déploiement d'un an.
- La remontée des données financières vers le ministère, via INFINOE. Les flux d'échange avec la DGFIP ont été développés, mais la mise en production reste en attente de validation de leur part.

En ce qui concerne le SI-FORMATION, des changements sont prévus pour les prochaines années. La nouvelle accréditation des formations, qui entrera en vigueur à la rentrée 2026, nécessite une préparation minutieuse. La mise en place d'une nouvelle offre de formation s'anticipe plus d'un an à l'avance et mobilise l'ensemble des domaines métiers concernés (scolarité avec APOGEE, gestion des salles avec ADE, saisie des services avec SDS et OSE, etc.). Il est essentiel d'évaluer l'impact de ces changements sur l'ensemble des applications liées à l'offre de formation, notamment en ce qui concerne les nouvelles architectures et codifications à mettre en œuvre.

Pour faciliter la publication de cette nouvelle offre, l'Université a décidé d'adopter un nouvel outil, Ametys. Celui-ci permettra aux étudiants et futurs étudiants de retrouver plus facilement les formations qui les intéressent, grâce à une interface plus intuitive et moderne.

Une volonté d'homogénéisation et de modernisation de nos applications

Homogénéisation

L'outil de gestion des salles, ADE, continue d'être déployé, comme en témoigne son implantation récente à l'IUT. Un besoin spécifique a émergé : suivre l'assiduité, fonctionnalité précédemment assurée par leur ancien outil. Pour y répondre, nous avons mis en place, à titre expérimental, ESUP-Emargement dans deux départements. Une réflexion sera menée pour harmoniser les différents outils d'emargement utilisés au sein de l'Université et proposer une solution unifiée et adaptée à l'ensemble des besoins.

Pour simplifier la gestion des services enseignants, nous avons étudié la possibilité de récupérer automatiquement les données d'ADE concernant les services des enseignants, afin de les intégrer directement dans l'application « Saisie des Services ». Les tests sont actuellement en cours.

En ce qui concerne la gestion de la formation continue, un travail est en cours pour faire de FCAManager l'application unique de l'établissement. Cette centralisation permettra une consolidation des données et un pilotage plus efficace.

Modernisation

Une nouvelle version d'ESUP-Stage a été déployée. Celle-ci introduit la signature électronique des conventions, une fonctionnalité attendue par les utilisateurs.

L'application de gestion des activités sportives, « Atlas Sport », utilisée pour la gestion administrative et pédagogique de l'ensemble des activités sportives de l'Université, fait l'objet d'une révision complète. À la suite du départ d'un collègue de la DGDNUM, il est apparu nécessaire de repenser entièrement son fonctionnement, afin d'éliminer les redondances avec d'autres briques du SI. Après avoir assuré la maintenance pour garantir la continuité du service, un projet de réécriture et de simplification de l'application a été lancé et se poursuivra en 2026. Un cahier des charges est en cours de finalisation.

L'usager au cœur de nos préoccupations

Au niveau de Moodle et de la plateforme de sujets d'examen Ioke, nous avons implémenté une nouvelle fonctionnalité : « suggestion de sujets d'examen par profilage étudiant ». Cette innovation permet de proposer des sujets d'examen en croisant le profil de l'étudiant avec le référentiel des formations. Une démarche similaire est en cours pour les ressources pédagogiques moissonnées par Ioke. Un autre travail est en cours sur Moodle, cela concerne la possibilité d'injecter en masse une cohorte d'étudiants dans un cours, ce qui facilitera la tâche des utilisateurs.

Deux nouvelles applications ont été mises en place pour faciliter la gestion des inscriptions des étudiants sur le plan financier :

- DARDI, qui permet de rembourser plus rapidement les étudiants en faisant une demande.
- TEDI, qui offre la possibilité d'exonérer partiellement ou totalement les droits d'inscription d'un étudiant, en amont de son inscription.

Concernant les étudiants en situation de handicap, nous avons développé et déployé l'application HAVIE, qui a permis de dématérialiser la gestion des demandes d'aides en fonction du handicap reconnu. Nous allons compléter ce service en améliorant la gestion des examens pour ces étudiants, en commençant par des extractions ciblées, avant de les intégrer pleinement dans l'application. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme « Service Public + ».

SINAPS : un référentiel qui se met en place progressivement

Des progrès significatifs ont été réalisés pour intégrer SINAPS au sein du système d'information de l'Université. Nous avons développé et mis en production des connecteurs structurels pour le référentiel d'identité numérique, l'application Parrainage et Mercator, notre nouvel outil d'urbanisation. Un support technique a été assuré auprès des prestataires de Damaaas, outil de pilotage des laboratoires de recherche, et de Repère (Visiativ), solution de gestion immobilière de la DGDTEIL, pour la réalisation de connecteurs structurels au sein de leurs applications. Le gestionnaire de groupes Grouper a été mis à jour, et cette migration a été l'occasion d'adopter l'arborescence des structures de SINAPS. Des travaux sont actuellement en cours pour intégrer les personnes et les nomenclatures au sein de SINAPS. Nous allons également nous appuyer sur SINAPS pour la refonte du référentiel des identités numériques.

L'informatique documentaire en évolution

Pour l'ouverture fin 2026 de la bibliothèque rénovée Agora, située sur le campus Pont de Bois, nous accompagnons la mise en place d'une infrastructure RFID complète, incluant des portiques, des caméras de comptage, des automates et un robot trieur.

Un portail Web, nommé Cumulonimbus, servira de point d'entrée unifié pour les sites des différentes bibliothèques de l'Université.

Dans le cadre du partenariat avec l'ANRT, nous avons migré la solution Thesis vers une nouvelle solution web.

Pour répondre aux exigences du partenariat avec l'infrastructure nationale de recherche Collex-Persée, nous avons initié la mise en place d'un système d'échange avec l'Université de Lyon, qui porte ce programme national de numérisation. Les premiers résultats sont attendus pour 2026.

Enfin, Lilloa est en cours de migration vers HAL.

L'accessibilité numérique : une priorité pour l'Établissement

L'accessibilité numérique est au cœur de la stratégie de la DGDNUM. Notre objectif est de garantir une consultation et une interaction inclusives pour l'ensemble des acteurs de l'établissement, sur tous les outils numériques que nous déployons.

En 2025, le site web institutionnel de l'Université a été audité et déclaré conforme à 98 % aux règles d'accessibilité, un résultat remarquable. De même, la plateforme d'enquête LimeSurvey a fait l'objet d'améliorations significatives. Nous avons également élaboré le schéma pluriannuel de l'accessibilité numérique, un document contractuel obligatoire qui définit notre trajectoire dans ce domaine. Ce schéma, disponible sur le site WWW, constitue l'une des briques essentielles du Schéma Directeur du Numérique.

La sécurité du SI : une préoccupation partagée

Nous avons activement contribué à renforcer la sécurité du système d'information de l'Université. Plusieurs applications SaaS bénéficient désormais d'une authentification centralisée (MyResearchConnect, Préventiel, Triskell, etc.). L'intégration de l'Université de Lille à FranceConnect a également été finalisée. Par ailleurs, l'accès à l'annuaire technique est désormais restreint et ne peut se faire que via le VPN, afin de protéger l'accès aux données à caractère personnel.

Nous avons travaillé en étroite collaboration avec les RSSI pour mettre en place la synchronisation des comptes LDAP vers TrustBuilder, dans le cadre de la généralisation de la double authentification pour le VPN.

Des outils mis à disposition

La DGDNum met à disposition des personnels, enseignants, chercheurs et doctorants une plateforme d'enquêtes, Limesurvey, permettant d'aider dans certains domaines de recherche. Nous accompagnons la création et la rédaction des enquêtes dans une démarche qualité et facilitatrice vis-à-vis de la prise en main et sensibilisation à la RGPD.

La DGDNUM est en charge des plateformes POD et Scenari. POD permet la diffusion de vidéos enregistrées et déposées par les enseignants, le personnel ou les étudiants, ainsi que la diffusion en

direct et l'enregistrement de cours depuis les amphithéâtres équipés. Scenari, quant à lui, est un outil d'édition structurée, particulièrement utilisé pour la création de supports de cours, de packages SCORM ou de tutoriels. Il est notamment employé pour les supports d'Infotuto.

La rationalisation des outils techniques :

Afin de mettre en place des outils communs à l'ensemble des services de la direction, nous avons choisi de mettre en place :

Un outil de management des API : Gravitee.

Une API étant une interface permettant de faire communiquer deux applications entre elles, Gravitee permet de centraliser toutes les API qui sont disponibles au niveau des applications de notre SI et de les sécuriser.

Nous avons également choisi d'uniformiser les outils travaillant sur les données en choisissant TALAXIE (ex Talend) comme outil d'extraction, de transformation et de chargement des données (ETL)

De même, une étude sur les outils de développement a été menée et des préconisations ont été mises en place.

Une Collaboration avec les autres universités et une mise à disposition de nos applications

L'Application mobile :

Nous avons mis en place la version Open Source de LILU. Nous sommes donc trois universités à avoir cette solution en production et 4 autres universités ont émis le souhait de la prendre.

Nous travaillons avec l'Université de Strasbourg pour rendre l'application plus modulable et plus accessible. Cette version arrivera début 2026.

EasyLab :

La COMUE de Normandie a choisi de mettre en place notre outil qui permet d'établir des devis pour l'achat de produits pour les laboratoires.

De notre côté, nous avons mis en place l'application CAMPULSE, développée par l'Université de Strasbourg, qui permet une gestion fine des associations étudiantes.

La communication : un enjeu central

Nous gérons la plateforme de gestion des newsletters de l'Université. En 2025, nous avons amélioré l'interface de saisie pour faciliter le travail des rédacteurs.

Un site dédié à la DGDnum (numérique.univ-lille.fr) a été créé pour promouvoir les actions liées au numérique. Ce site a également servi de modèle déclinable pour d'autres directions ou services.

Nous contribuons à l'amélioration de l'interface de la plateforme POD, dans le but d'offrir une meilleure expérience utilisateur, tant pour ses usages traditionnels que pour la future WebTV, prévue pour la rentrée 2026. Les développements menés s'inscrivent dans un cadre national, via le consortium ESUP.

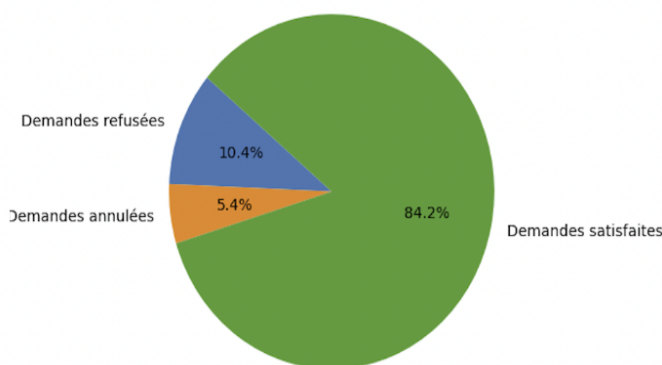
Nous développons de nouvelles fonctionnalités sur le CMS TYPO3, afin d'offrir davantage de services utilisables sur la majorité des sites web de l'établissement, réalisés avec ce CMS. Nous accompagnons les porteurs de projets dans la création de leurs sites et organisons des formations à la rédaction web.

L'audiovisuel

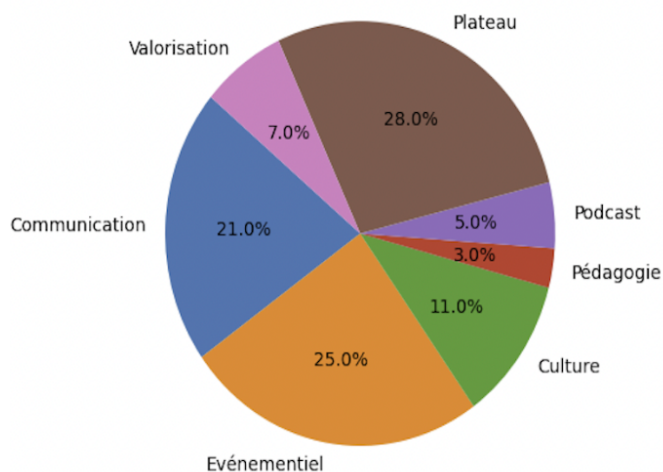
Le Pôle de création audiovisuelle soutient la communauté universitaire dans la production audiovisuelle et l'ingénierie événementielle. Il couvre sept domaines : Communication, Événementiel, Culture, Pédagogie, Podcast, Plateau et Valorisation de la recherche.

Bilan Chiffré :

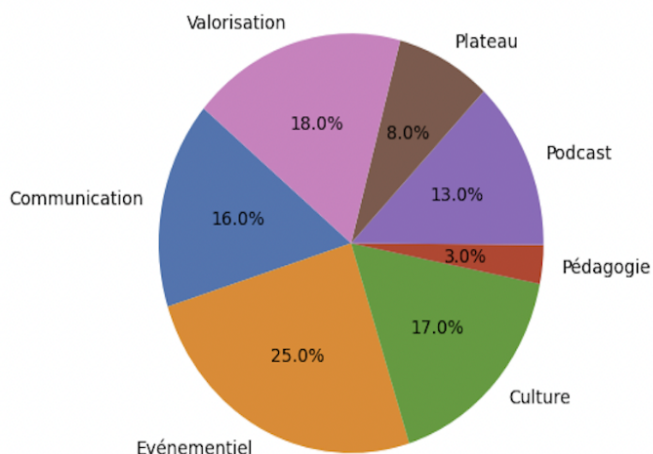
Traitement des Tickets 2024-25



Répartition du Temps de Travail par Domaine



Répartition des Tickets par Domaine



Que ce soit en nombre de tickets, ou en temps de travail effectif, on peut noter que l'activité événementielle est optimisée et n'empiète pas sur le reste de l'activité du service, ce qui préserve du temps pour développer les autres domaines, notamment les plateaux ou les documentaires

Nous participons à des projets structurants comme "À vous le Sup", "Transition !", et des événements institutionnels : Journées Portes Ouvertes, Cérémonies des vœux, La grande Enquête, Salon de l'Étudiant, Aero Campus Tour, Summerbreak..... Nous avons comme perspective pour l'année prochaine d'optimiser les flux de travail et d'étendre nos collaborations, de relancer la série

"Kezako" et le développement de "Transition!". Nous allons également aménager le studio sur Cité Scientifique et intensifier la formation des agents.

L'audiovisuel est un acteur essentiel pour le rayonnement de l'Université Lille, contribuant à la recherche, la valorisation des savoirs, et l'insertion professionnelle.

En Conclusion

Ce rapport reflète l'activité marquante de l'année 2024-2025. Il n'est pas abordé ici tout le travail continu des opérations de mise à jour des outils, des montées de version, parfois critique. Il en est de même pour ce qui est des tâches répétitives hebdomadaires, mensuelles, annuelles, qui prennent du temps et qui sont essentielles au bon fonctionnement de notre SI.

La qualité du travail produit reflète l'engagement des agents et leur professionnalisme.

Direction des Infrastructures Numériques (DIN)

Quand on parlait d'informatique, on pensait souvent aux logiciels, aux ordinateurs ou encore à internet, mais aujourd'hui, les principales discussions sur le sujet tournent autour de l'IA, de la cybersécurité, ou de la consommation énergétique.

Or, ceci repose sur l'articulation d'une multitude de systèmes informatiques complexes qui s'interconnectent entre eux et qui nécessite l'intervention et la surveillance quotidiennement d'équipes spécialisées pour assurer le maintien en condition opérationnel de ce vaste socle technologique.

La direction peut donc compter sur 23 agents répartis dans les 3 services suivants :

- Le service « Calcul Scientifique Intensif »,
- Le service « Réseau et Téléphonie »
- Le service Système.

Ces administrateurs s'efforcent de réduire les défaillances et interruptions qui pourraient subvenir tout en apportant une expertise pointue dans les projets de l'établissement et en faisant progresser les systèmes en place.

Sans rentrer dans une description trop détaillée, les missions de cette direction sont assez étendues et concernent des domaines de compétences très spécifiques, comme par exemple :

- la fourniture de la connectivité réseau (filaire / sans fil) pour toute l'université et ses partenaires,
- la gestion de centaines de téraoctets de données informatiques,
- la mise à disposition de large puissance de calcul,
- la diffusion d'outils collaboratifs (messagerie / Nextcloud / messagerie instantanée / ...),
- la gestion du datacentre,
- l'administration de la téléphonie.

Les administrateurs systèmes et réseau opèrent pour cela des socles techniques conséquents.

Au niveau du réseau, on dénombre un peu plus de **1537 commutateurs** participants au maillage du réseau et pas loin de **2000 bornes wifi** qui ont supporté jusqu'à **30 000 appareils** connectés en même temps. Concernant la téléphonie, c'est environ **5700 lignes téléphoniques** qui sont déployées aux services de l'établissement. Sur la partie système, **1300 serveurs** fonctionnent en simultané et les volumétries de données atteignent désormais **1,3 Po** (pétaoctets), soit plus de 1 300 000 Go).

La messagerie, qui est l'un de nos principaux outils de communication, héberge **140 000 boîtes aux lettres**. Enfin, les dispositifs de calcul ne cessent d'augmenter en termes de performance et puissance. Par exemple, l'un de nos équipements de calcul comptabilise **6664 cœurs de calcul et 48 To (téraoctets) de mémoire vive**. Nous avons pu exécuter cette année plus de **80 millions d'heures de calcul** sur nos équipements.

N'oublions pas de mentionner qu'une grande partie de ces équipements est hébergée dans notre datacenter, qui est une pièce centrale de tout notre système d'information. Le datacenter concentre non seulement certaines de nos machines informatiques, mais également les dispositifs de **25 autres partenaires**. L'année a été remplie d'une multitude d'actions, d'interventions et de projets qui, sans que vous le sachiez, ont eu un impact fort sur le fonctionnement de l'université.

Ce rapport d'activité est donc l'occasion de mettre en avant nos réussites, mais aussi les difficultés que nous avons rencontrées au cours de l'année sans trop rentrer dans des détails techniques.

Focus sur l'activité du service CSI

Le service « Calcul Scientifique Intensif », composé de 4 agents, a une mission d'appui à l'usage des moyens de calcul scientifique intensif (grilles, cloud, cluster, supercalculateurs, moyens nationaux/européens) de la région des Hauts-de-France. Il assure le support auprès de 450 utilisateurs et administre les plateformes de calcul et de stockage (<https://hpc.univ-lille.fr/>).

L'université est partenaire du projet national IlaaS (<https://www.ilaas.fr/>) qui vise à construire une infrastructure de serveurs mutualisés dédiés à l'IA, répartis dans différents établissements de l'ESR. Dans le cadre de ce projet, nous avons mis en place et administrons un serveur d'inférence et participons au groupe de travail sur les services qui pourront utiliser ce futur socle technique.

Nous participons également à un autre projet national : le projet Equipex+ MesoNET (<https://www.mesonet.fr/>). MesoNET a pour objet de répondre aux besoins des chercheurs universitaires et industriels avec le développement d'équipements numériques structurants en mettant en place une infrastructure régionale distribuée au sein des mésocentres de l'ESR. Le service a mis en place et opère un supercalculateur dédié à la formation depuis 2023. Nos collègues, qui participent au groupe de travail « Stockage » sur le projet, vont installer en 2026 dans le datacenter, une solution de stockage distribué de 2 Po.

Les équipes ont également œuvré à des mises à jour logiciel importantes sur le cluster de calcul du Mésocentre, qui s'est accompagné de la mise en place d'un système d'extinction automatique des nœuds de calcul non utilisés afin d'améliorer l'efficacité énergétique des plateformes du Mésocentre.

Ce service assure également l'exploitation et le suivi de la maintenance (en coopération avec la DGDTEIL) du datacenter de l'université, située dans le bâtiment M4 de la Cité Scientifique (gestion de l'hébergement, climatisation, alimentation électrique, sécurité incendie, détection d'intrusion, aménagement et câblage).

Une nouvelle phase de travaux, devant permettre une extension des capacités d'hébergement et une amélioration de la sécurité des infrastructures, a commencé. Suite à la sélection d'une assistance à maîtrise d'ouvrage début 2025, l'étude sur l'extension est en cours pour pouvoir commencer les travaux courant 2026.

Nous avons également renouvelé notre demande de labélisation du datacentre pour la région des Hauts-de-France, en étroite collaboration du l'UPJV. Ce dossier qui est déposé conjointement auprès du MESR nous permet de bénéficier de subventions, d'une reconnaissance sur le territoire et de l'opportunité de développer pour les prochaines années des services numériques communs pour les établissements de notre région.

Enfin, afin de porter cette dernière partie, un Service Inter-Universitaire (SIU) a été créé en 2025 et montera en compétence en 2026.

Focus sur l'activité du service R&T

Le réseau métropolitain RAOUL

La connectivité entre tous les équipements qui nous entourent est l'un des piliers centraux de n'importe quelle structure. C'est précisément l'une des missions qui dépend des 10 agents du service « Réseau et téléphonie ».

Cette équipe est en charge de la conception, du déploiement, de l'évolution, de la sécurité et de la supervision de l'infrastructure du réseau informatique filaire et sans-fil, que nous appelons RAOUL pour Réseau d'Accès Optique de l'Université de Lille (<https://raoul.univ-lille.fr/>). C'est notamment via le réseau RAOUL que l'université peut accéder aux services de Renater (réseau national de l'enseignement et de la recherche), par exemple l'accès à Internet, Evento ou à la solution d'accès wifi nomade Eduroam. RAOUL est un réseau très haut débit sur lequel sont connectés 15 sites de l'université et également 15 sites extérieurs sur la métropole lilloise tels que l'institut catholique ou Pasteur. En 2024-2025, le CROUS, le rectorat, le nouveau site "(S)Pace Pariselle" sur la Cité Scientifique ou la nouvelle Cité Administrative de Lille sont venus s'ajouter aux bénéficiaires.

Devant l'augmentation de la bande passante consommée, une récente modification a été opérée sur les liens vers Renater (passage de 20 à 40 Gb/s) et une autre évolution sur les liaisons au niveau de la partie datacentre nous permet d'atteindre 100 Gb/s sur les équipements serveur. Des études sont en cours pour augmenter encore les capacités, comme le remplacement d'équipements clés en 2026 pour permettre des débits de 100 Gb/s vers Renater.

Le câblage réseau est la base de cette connectivité. Ce service a justement mené encore cette année de nombreux projets de câblage sur de nombreux sites et bâtiments universitaires. Par exemple, sur la Cité Scientifique, des fibres optiques ont été installées pour relier tous les bâtiments en 10 Gb/s. Un autre projet marquant a été la rénovation du bâtiment E de Moulins : trois étages ont été entièrement recâblés, avec des prises réseau modernes et une couverture wifi totale. D'autres bâtiments, comme le C16, le B5-6 ou le SN3, ont également bénéficié de travaux similaires. En parallèle, des études ont été réalisées, par exemple, une analyse complète a été menée pour moderniser les équipements réseau de la future bibliothèque universitaire AGORA, afin qu'elle puisse accueillir un grand nombre d'utilisateurs sans saturation. Le service a également travaillé sur un projet pour passer tous les bâtiments de l'IRCICA Haute Borne à 10 Gb/s, avec un financement du CNRS. Enfin, une collaboration est engagée avec la DGDTEIL pour améliorer la gestion des bâtiments, comme la régulation du chauffage ou de l'éclairage via un réseau dédié.

Le réseau régional NOROPALE

À l'image du réseau métropolitain RAOUL, NOROPALE est un réseau qui relie 25 sites des universités et centres de recherche des Hauts-de-France à Renater (<https://www.noropale.fr/>). L'Université de Lille est le porteur du marché NOROPALE et se charge de la gestion administrative et financière pour

l'ensemble des établissements raccordés à NOROPALE. C'est grâce à NOROPALE que 6 sites de l'université de Lille, en dehors de la métropole lilloise, se retrouvent connectés au reste de l'université. En fin 2024, un nouveau contrat a été signé pour 4 ans avec l'entreprise COMLINK pour moderniser et maintenir ce réseau, garantissant ainsi une connexion stable et performante pour tous les utilisateurs.

La téléphonie

La téléphonie de l'université compte plus de 5700 lignes téléphoniques TOIP qui étaient actives sur les campus. Un chantier de modernisation est en cours depuis deux ans, notamment en déployant une nouvelle solution nommée 3CX, qui intègre un "SoftPhone" en remplacement des téléphones fixes matériels. Les utilisateurs qui ont basculé sur la nouvelle solution peuvent désormais passer et recevoir des appels directement depuis leur ordinateur, sans avoir besoin d'un téléphone fixe traditionnel. Ils ont également la possibilité d'installer sur leur smartphone l'application 3CX (disponible pour Android ou pour iOS). La migration, qui s'effectue au fur et à mesure sur les différents campus et qui touche à sa fin, concerne déjà plus de 4 000 lignes et couvre des sites variés comme les facultés de sport, les écoles d'ingénieurs (comme Polytech), les bâtiments administratifs (comme le siège de l'université ou l'IAE), ou encore des sites plus spécifiques, comme la Station Marine de Wimereux.

Bilan des projets cybersécurité

La sécurité des connexions est une priorité pour le service Réseau et Téléphonie. Plus de 3 600 personnels, 790 étudiants et 50 prestataires utilisent régulièrement le VPN, un outil qui permet de se connecter de manière sécurisée au réseau de l'université depuis chez soi ou en déplacement. Pour renforcer cette sécurité, un test de double authentification a été mis en place pour tous les personnels DGDNum et qui sera généralisée à tous les agents.

De nouveaux équipements de sécurité, des pare-feux, ont été installés au niveau des datacentres. Le service a également travaillé avec la direction des ressources humaines pour permettre un accès sécurisé à des applications spécifiques, comme ESTEVE, utilisée par les personnels pour des démarches administratives.

Focus sur l'activité du service Système

Ce dernier service s'occupe du périmètre traitant des serveurs, du stockage, de la sauvegarde et des outils collaboratifs (Nextcloud, Collabora Online, RocketChat, Gitlab, Kanboard) pour le SI de l'université de Lille, mais également pour nos partenaires (EPE / composantes / labo). Pour cela, nous pouvons compter sur 9 agents qui assurent la conception, le déploiement, la sécurité et la supervision de tous les environnements système.

Le traitement des demandes via la plateforme d'assistance représente une part importante de l'activité du service.

Sur l'année 2025, environ 1987 demandes ont été traitées via ce canal (-10 % par rapport à 2024) :

- 1411 demandes pour la partie « système » (+9 % par rapport à 2024),
- 576 demandes sur la partie « messagerie » (-15 % par rapport à 2024).

Un nombre important de demandes, plus difficiles à quantifier, passent également par d'autres canaux (mails / RocketChat / appels).

L'infrastructure de virtualisation

Ce socle technique complexe est l'un des principaux composants de notre SI et utilise les technologies de l'éditeur VMWare. C'est sur cette plateforme que fonctionnent tous les serveurs hébergeant nos services numériques. Au 1er janvier 2025, l'université de Lille comptait 1181 serveurs pour ses besoins et a finalement atteint 1294 serveurs en fin d'année (113 VM supplémentaire, soit, 9,5 % d'augmentation). Le stockage utilisé par ces serveurs a subi une forte augmentation en passant de 1036 To à 1289 To (253 To supplémentaires, soit une augmentation de 24 %).

En 2024, la société Broadcom qui a racheté l'éditeur VMware en 2023 a très fortement augmenté ses tarifs avec une augmentation pour notre établissement de plus de 350%. Nous avons renouvelé nos licences pour 3 ans et menons une étude pour identifier les alternatives du marché et définir la stratégie à adopter pour changer de solution.

Infrastructure de messagerie

La messagerie fonctionne avec la solution collaborative Zimbra de l'éditeur Synacor. Ce système permet d'héberger environ 140 000 Boîtes aux lettres numériques (du personnel, des étudiants et de nos partenaires). Il nécessite une quarantaine de serveurs pour son fonctionnement et la volumétrie utile pour le stockage de l'ensemble monte à 126 To. Celle-ci a également augmenté de 11 To au cours de cette année 2025

En moyenne, sur l'année 2025, nous relevons environ :

- 42 113 mails/jour émis vers des adresses non universitaires
- 207 742 mails/jour à destination des adresses univ-lille.fr.

L'équipe s'est fortement impliquée dans la mise à jour de la messagerie et le remplacement des systèmes d'exploitation obsolètes sur tous les serveurs de la solution.

Nextcloud

L'outil d'hébergement de fichiers Nextcloud continue de rencontrer un franc succès et on y dénombre environ 95 millions de fichiers stockés et sauvegardés. En 2025, nous sommes passés de 99 To de stockage à près de 130 To (soit une augmentation de 31 %). Une nouvelle fonctionnalité de partages de groupe a été amenée suite à mise à jour de la solution. Cette option est en cours de configuration pour être proposée en 2026 à l'établissement.

Activité du service

Le service intervient également dans beaucoup de projets d'autres services et directions (solution de reprographie, vidéosurveillance des sites, élections, refonte GTB, ...) pour apporter son expertise et son assistance.

Il a aussi œuvré sur la consolidation des nombreux systèmes du SI de l'établissement :

- Amélioration de la supervision des serveurs
 - ⇒ Mise à jour de sécurité et séparation des environnements pour plus de clarté.
- Amélioration de la sécurité
 - ⇒ Renforcement de la sécurité des accès aux applications (pare-feu, Reverse Proxy, ...)
 - ⇒ Déploiement d'un antivirus sur la totalité des serveurs.
- Mise à jour des applications collaboratives (sécurité / patches / versions) :
 - ⇒ Collabora, RocketChat, Kanboard, Gitlab, Nextcloud
- Automatisation de la gestion de certificats
 - ⇒ Mise en place de processus pour générer et renouveler automatiquement les certificats sur les serveurs.
- Évolution de la sauvegarde
 - ⇒ Acquisition de nouvelles baies de sauvegarde
 - ⇒ Implémentation de nouvelles fonctionnalités de sécurités pour garantir la pérennité des jeux de sauvegarde en cas de cyberattaque.

Direction de la Relation Utilisateurs (DRU)

La Direction de la Relation Utilisateurs (DRU), c'est **81 personnels répartis dans cinq services de proximité et l'Ingénierie du poste de travail et des achats.**

La **DRU** joue un rôle central au sein de la DGDNum, en assurant une interface clé entre les différents services informatiques et les utilisateurs finaux. Elle assure ces missions en réunissant des experts de divers domaines qui englobent le helpsdesk, l'achat, stratégie d'impression, l'ingénierie système, la sécurité et bien d'autres. Cette direction s'attache à offrir une expérience utilisateur optimale tout en garantissant la sécurité et la performance des systèmes utilisés. Sa présence géographique au plus près des utilisateurs en fait un interlocuteur privilégié.

Ce bilan nous permet de faire le point sur nos réalisations, nos défis et nos perspectives sur l'année qui vient de s'écouler et qui a été intense.

Forte de l'expertise pluridisciplinaire de ses membres, elle garantit l'efficacité des services dont elle a la charge, ainsi que la robustesse du système d'information dans son ensemble.

La DRU a mené à bien de nombreux projets visant à améliorer l'efficacité, tout en assurant, au quotidien, la qualité et la continuité de ses missions. Cette année aura également été marquée par une volonté d'harmoniser et de rationaliser ses méthodes, tant en interne qu'à l'attention de nos collègues des autres services.

S'adapter et innover sont des principes qui s'imposent comme des impératifs face à l'évolution rapide de notre environnement de travail et tout autant que la vigilance face aux risques et aux menaces qui pèsent sur nos systèmes. **L'engagement et la collaboration** de chacun ont une nouvelle réalisation. Le **professionnalisme et les compétences** constituent une réelle richesse pour l'Université.

Attentive aux besoins des utilisateurs, soucieuse de la maîtrise technique et particulièrement vigilante en matière de sécurité, la DRU s'emploie à offrir un environnement numérique de travail à la fois sécurisé, performant et adapté aux enjeux administratifs, pédagogiques et scientifiques de notre institution. Notre ambition : Garantir des systèmes informatiques, audiovisuels et d'impression toujours plus performants, sécurisés et intuitifs.

Par ailleurs, la DRU s'inscrit résolument dans une **démarche d'engagement responsable**, visant à réduire l'empreinte carbone de l'Université.

En agissant sur les émissions directes – liées à la consommation énergétique – comme sur les émissions indirectes – induites par la fabrication des équipements –, nous avons déployé des solutions concrètes : extinction automatique des postes dans les salles pédagogiques, prolongation de la durée de vie des matériels, partenariats avec des constructeurs engagés dans une démarche écologique, ou encore une gestion raisonnée des besoins en impression.

Les niveaux de support apportés par la DRU :

Niveau	Désignation	Rôle principal	Exemple d'intervention
N1	Support de premier niveau	Prise en charge directe des utilisateurs ; résolution des incidents simples.	Réinitialiser un mot de passe, installer une imprimante, configurer le Wi-Fi...
N2	Support technique spécialisé	Résolution d'incidents plus complexes nécessitant des compétences techniques avancées.	Panne réseau local, problème serveur d'impression, installation logicielle spécifique...
N3	Expertise et ingénierie	Gestion des systèmes critiques, infrastructure, sécurité, déploiements massifs.	Gestion des serveurs, virtualisation, stockage, supervision...

La DRU intervient sur :

- Campus Cité Scientifique
- Campus Moulins – Roubaix – Tourcoing – Siège sur Lille
- Campus Flers-Château – Villeneuve d'Ascq
- Sites INSPE - Arras et Douai - Gravelines et Outreau – Valenciennes
- Campus SHS-Pont de Bois
- Campus Santé

L'administration d'un parc informatique d'envergure

Marqué par une volumétrie croissante et une diversité d'usages toujours plus exigeants, cela exige une orchestration rigoureuse, où chaque étape — de la primo-installation à la sécurisation, en passant par la configuration et le suivi — s'appuie sur des technologies avancées et des protocoles éprouvés. Au cœur de cette mission, les techniciens de proximité de la DRU pilotent un ensemble de **13.500 équipements, représentant 67 % d'un parc global de plus de 20 300 machines inventoriées**, réparties entre postes fixes et portables sous Windows, macOS ou Linux. À ces dispositifs s'ajoutent **2.400 tablettes**, principalement utilisées sur le campus de médecine pour la réalisation des examens nationaux, illustrant ainsi la polyvalence et la criticité des infrastructures gérées.

Pour garantir la pérennité, la performance et la sécurité de ces équipements, la DRU a déployé une architecture technique sophistiquée, articulée autour de plusieurs piliers fonctionnels :

L'authentification centralisée - Fondée sur **l'Active Directory (AD) de Microsoft**, cette brique essentielle assure une gestion unifiée et sécurisée des identités, offrant aux utilisateurs un accès fluide et contrôlé aux ressources du réseau, tout en simplifiant l'administration pour les équipes

techniques. Elle permet également un niveau de sécurité élevé en adoptant des mesures de gestion. Nous avons **21.500 utilisateurs** actifs sur l'AD et **16.800 ordinateurs**.

■ **Conception et déploiement des postes de travail.** La DRU assure la création et la maintenance des images système (Windows, Linux, macOS), fondements de chaque installation ou renouvellement de poste. Ces environnements standardisés, comme l'image de Windows 11 intégrant les logiciels institutionnels, garantissent une cohérence technique et une expérience utilisateur optimisée à l'échelle de l'Université.

La maîtrise des systèmes d'exploitation - La DRU s'appuie sur un écosystème d'outils dédiés pour automatiser et optimiser le cycle de vie des environnements :

- **FOG** et **WDS** permettent un déploiement centralisé et automatisé des systèmes d'exploitation, réduisant les délais et les risques d'erreur ;
- **WSUS** assure une diffusion méthodique et planifiée des mises à jour Windows, garantissant ainsi la stabilité et la sécurité du parc ;
- **JAMF Pro**, solution phare pour les équipements Apple, centralise la gestion, le suivi et la sécurisation des Mac, dans le respect des standards les plus exigeants. C'est près de **3.300 matériels** (ordinateurs et tablettes) gérés par cette solution.

L'administration des applications - Actuellement, des outils tels que **WPKG**, **GPO** et **Snapin FOG** automatisent l'installation, la configuration et la maintenance des logiciels. Ces technologies, bien que performantes, laisseront place courant 2026 à **WAPT**, une plateforme mutualisée conçue pour rationaliser et moderniser la gestion des applications à l'échelle de l'Université.

La protection des postes et des données - La sécurité, enjeu majeur, repose sur une combinaison de solutions de protection du poste et travail et sur la supervision de l'ensemble du parc en 24h/24 et 7J/7. Nous renforçons régulièrement la sécurité par la mise à jour des profils EDR installés sur les postes.

Le chiffrement systématique des disques renforce la confidentialité des informations, tandis que les sauvegardes, hébergées au sein d'une infrastructure Data Center sécurisée, préservent l'intégrité des données. Nous gérons plus de **1.100 partages pour un total de 139 To** de données et **74 To de données** sur les espaces personnels des utilisateurs.

La traçabilité et l'inventaire technique – La gestion d'un parc informatique passe premièrement par sa connaissance. **GLPI** se positionne comme l'outil de référence pour maintenir une cartographie précise et actualisée du parc, facilitant ainsi la prise de décision, la planification des interventions et la gestion proactive des ressources.

Gestion des demandes - Application de Ticketing

Bilan d'activité et performance du service d'assistance : une année marquée par la stabilité, mais en restant vigilant

Une activité soutenue, des utilisateurs nombreux - Sur la période du **15 août 2024 au 15 août 2025**, le service a accompagné **12 198 utilisateurs actifs** (hors demandes anonymes), traitant un total de **44 454 tickets**. La répartition de ces sollicitations reflète la diversité des besoins :

- **Numérique** : 24 712 tickets (55 %), confirmant la centralité des enjeux liés aux infrastructures et services digitaux ;
- **SCOL (Scolarité)** : 12 092 tickets (27 %), dont 10 699 liés aux inscriptions (24 %), soulignant l'importance des processus administratifs et pédagogiques ;
- **DRH** : 2 234 tickets (5 %), **SCD** : 1 449 (3,5 %), **FTLV** : 1 603 (3,5 %), **TEIL** : 989 (2 %), **DAPI** : 648, **Registre SST** : 611, et **Recherche** : 51 tickets, couvrant un vaste domaine d'intervention.

Indicateurs 2024-2025 concernant l'informatique : une qualité de service maintenue (du 1er septembre 2024 au 30 juin 2025), le service a traité **21 812 tickets**, un volume comparable à l'année précédente (21 684), attestant d'une demande stable. Les performances restent à un niveau élevé :

- **Taux de satisfaction** : **96 %**, identique à l'année précédente ;
- **Temps moyen de prise en compte (TTO)** : **4h18**, contre 4h10 l'an passé ;
- **Temps moyen de traitement (TTR)** : **5 jours ouvrés, 2 heures et 38 minutes**, contre 5 jours et 2 heures l'année précédente ;
- **Tickets pris en charge en moins de 48h** : **95,5 %** (20 845 sur 21 812), contre 95,4 % l'an passé ;
- **Tickets résolus en moins de 10 jours** : **89,87 %** (19 603 sur 21 812) en baissent par rapport aux 95,07 % de l'année précédente. Nous sommes en cours d'investigation pour comprendre l'augmentation de ce délai.

En synthèse, cette année confirme une **stabilité des volumes, qualité des réponses et réactivité**, tout en identifiant des axes d'amélioration pour les délais de résolution les plus longs.

Renouvellement et gestion des cycles de vie des équipements - Optimisation et pérennisation du parc informatique : une gestion raisonnée des cycles de vie

Le renouvellement des équipements s'inscrit désormais dans une démarche à la fois stratégique et responsable. Contrairement aux pratiques antérieures, où le remplacement systématique des matériels intervenait à l'issue de leur période de garantie, la DRU adopte aujourd'hui une approche sur mesure.

- **Évaluation des besoins** : chaque demande de renouvellement fait l'objet d'une analyse individualisée prenant en compte l'état réel du matériel, les besoins opérationnels et les enjeux de sécurité.
- **Choix de matériel durable et modulable** : Cette méthode permet d'allonger la durée de vie des équipements tout en garantissant un niveau de performance optimal. Les configurations sont adaptées à l'usage réel, ce qui évite une surenchère de puissance inutile.
- **Gestion responsable des stocks** : limiter des stocks excessifs pouvant entraîner une augmentation non nécessaire des émissions de Co2 sur leur construction, mais également éviter le gaspillage de ces matériels s'ils restent trop longtemps non utilisés. Le stock est composé de machines neuves et, pour une grande partie, de matériel récupéré, testé, reconfiguré et prêt à l'emploi.

- **Réutilisation** : Avant tout achat de matériel neuf, nous regardons, en priorité, si du matériel adéquat est disponible dans notre stock. Cela évite une nouvelle fois des achats non nécessaires.

L'objectif : Aligner les investissements sur les évolutions technologiques majeures, tout en maîtrisant les coûts et en anticipant les besoins futurs. Cette gestion assure une adéquation constante entre les ressources allouées et les exigences d'un environnement informatique en mutation permanente et une vision écoresponsable.

Il n'est pas rare d'avoir des matériels de plus de 8 ou 9 ans encore en fonction sur nos parcs, l'université s'étant inscrite dans un Plan de Transition Écologique (PTE), sa feuille de route 2023-2033 est disponible par ce lien :

<https://ent.univ-lille.fr/index.php?eID=dumpFile&t=f&f=105436&token=ccc80b2127093767d748ecd2b8ddb79f87a21acc>

La fin de vie des équipements s'inscrit dans une logique d'économie circulaire et d'écoresponsabilité. Plutôt que de recourir à la destruction, la DRU privilégie le don des machines encore fonctionnelles, offrant ainsi une seconde vie aux matériels tout en réduisant l'empreinte environnementale. Nous avons eu des contacts avec Emmaüs, le Secours Populaire Français, opération Mayotte et des associations de parents d'élèves pour des dons. Durant cette période, **un peu plus de 400 matériels** ont ainsi pu avoir une seconde vie. Mais cela est encore trop peu et nous continuons de travailler avec divers services de l'Université pour mettre en place une procédure simple pour ces dons et ainsi accroître ce chiffre.

Les équipements inutilisables sont, quant à eux, recyclés dans le respect des normes en vigueur DEEE, contribuant ainsi à une gestion durable des ressources technologiques.

Parc de matériels d'impression - Une refonte ambitieuse des moyens d'impression mutualisés

Cette année a marqué un tournant dans l'optimisation des ressources d'impression, avec la mise en œuvre d'un projet d'envergure visant à rationaliser et moderniser le parc de copieurs. Une étude approfondie, couplée à la renégociation d'un nouveau marché, a permis de sélectionner avec précision les équipements les plus adaptés aux besoins réels des utilisateurs.

Le parc, fort de **519 copieurs** gérés, a ainsi fait l'objet d'une analyse rigoureuse : **près de 60 % des matériels ont vu leur capacité réévaluée à la baisse** (dimensionnement du matériel par rapport aux besoins réels), sans altérer la qualité de service. Cette démarche a généré des **économies substantielles, dépassant les 100 000 €** sur l'ensemble des contrats.

L'automatisation des processus a également été renforcée, notamment grâce à l'application **MPS 3 Manager**, qui centralise et optimise la gestion des demandes de consommables. Cette solution permet non seulement de réduire les délais de traitement, mais aussi de limiter les gaspillages et de maîtriser les coûts.

Si les avancées sont significatives sur le volet mutualisé, un chantier persiste : la gestion des imprimantes dites « individuelles ». Ce segment, souvent plus difficile à piloter en raison de sa dispersion, représente une marge de progression importante pour les années à venir, tant en termes d'efficacité que d'économies potentielles. L'objectif reste clair : étendre les bonnes pratiques déjà

éprouvées à l'ensemble du parc, pour une gestion toujours plus performante et responsable des ressources d'impression.

La gestion d'un parc audiovisuel - une ambition résolument moderne

Bien loin de l'image vieillissante qui pourrait lui être associée, le pôle dédié à l'administration de ce parc s'engage avec détermination dans une démarche de rénovation et d'innovation technologique. Cette dynamique se traduit par la modernisation des équipements, mais aussi par l'intégration de solutions audacieuses, au service tant de la performance que de l'inclusivité :

- **Centralisation intelligente** : gestion unifiée des vidéoprojecteurs, pour une efficacité optimisée. Plusieurs études ont été menées pour une gestion centralisée (MDM). Sur le site de CS, Epson Projector Management Connected (EPMC) est utilisé ou GlobalViewer Entreprise sur MRS. La démarche d'homogénéisation se poursuit pour un logiciel commun de gestion.
- **Expérience utilisateur repensée** : amélioration continue des conditions d'usage pour les personnels comme pour les étudiants.
- **Accessibilité visuelle renforcée** : des écrans, stratégiquement installés au fond des amphithéâtres, permettent à tous les étudiants et notamment aux personnes à mobilité réduite de suivre les projections dans des conditions optimales. Ces dispositifs s'activent automatiquement dès le début d'une séance.
- **Soutien à l'audition** : grâce à un système de transmission directe, le son émis par le micro de l'orateur ou par les équipements de sonorisation est acheminé vers les appareils auditifs des personnes malentendantes, leur offrant ainsi une écoute claire, sans interférence des bruits environnants. Ce service est accessible via une application sur les téléphones mobiles et un QR code spécifique affiché dans chaque amphithéâtre.
- **Diffusion simultanée des cours** : possibilité de retransmettre un enseignement d'un amphithéâtre vers un ou plusieurs autres espaces, favorisant ainsi la flexibilité pédagogique.

Notre champ d'action s'étend à un parc de plus de **700 vidéoprojecteurs**, répartis sur l'ensemble de nos sites. L'année écoulée a marqué un tournant, avec des investissements majeurs consacrés à la modernisation de plusieurs amphithéâtres, notamment sur les sites de Cité Scientifique et de Pont de Bois. Mais cette modernisation est présente sur tous les sites. Au-delà de la simple performance technique, notre engagement s'est concentré sur l'accessibilité et l'inclusivité, afin que chaque individu, quelles que soient ses spécificités, puisse bénéficier d'un environnement adapté à ses besoins et à ses capacités, et accéder pleinement aux mêmes opportunités.

Fortes d'une année supplémentaire d'expérience, témoignant de notre engagement à répondre efficacement aux besoins de nos utilisateurs grâce à la collaboration et à l'implication de toute l'équipe, nous avons su relever les défis et améliorer nos services.

ChatBot – Sécurisation – Helpdesk – sécurité des données – audiovisuel – stratégie d'impression – modernisation des outils et infrastructures seront des sujets sur lesquels nous allons travailler et qui, nous l'espérons, amélioreront les services rendus à nos utilisateurs.